



Pour économiser et redistribuer 121 milliards d'€ de pouvoir d'achat

[Pétition citoyenne déposée le 26 Janvier 2019 sur CHANGE.ORG dans le cadre du grand débat national](#)

par Kelly, Gérard, Jean-Luc ENERGIE DURABLE

Monsieur le Président de la République, dans votre lettre aux français du 14 janvier 2019 vous appelez à « transformer les colères en solutions ». Sur la fiscalité et la transition écologique vous nous posez deux questions : « quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier »? « Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale »? Cette pétition répond à ces deux questions.

Pour réussir notre transition écologique comme pour améliorer notre pouvoir d'achat il faut stopper certaines subventions, excessives et devenues inutiles, aux éoliennes et au solaire photovoltaïque (PV):

1. ces deux sources d'énergies sont inefficaces pour décarboner notre économie (nos émissions de CO2 remontent même depuis 3 ans, voir réf.1),
2. leurs promoteurs vantent désormais leur compétitivité,
3. et les caisses de l'Etat sont vides. Trois bonnes raisons pour remettre en cause la partie inefficace et coûteuse en pouvoir d'achat de notre politique de soutien à l'éolien et au PV.

Selon la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) 68% des aides et subventions (**plus de 5 milliards d'€/an**) vont aux énergies renouvelables **électriques** (réf.2). Or, l'électricité en France ne représente que **23%** de notre consommation d'énergie finale (contre **68% pour les carburants, le gaz et le charbon**); de plus, **déjà dé-carbonée à plus de 90%, notre électricité est hors sujet** dans notre lutte contre le dérèglement climatique.

Selon la Cour des Comptes (voir réf.3) qui dénonce ce gaspillage de fonds publics **les taxes qui vont être prélevées dans les poches de nos concitoyens pour financer uniquement les contrats d'aides aux renouvelables électrogènes déjà signés avant 2017** représentent à elles seules **121 milliards d'€**.

NOUS DEMANDONS UN MORATOIRE SUR CES AIDES, qui proviennent pour l'essentiel de taxes prélevées à la pompe à essence : 121 Mds d'€ C'EST UNE ECONOMIE POTENTIELLE DE 4000 € PAR MÉNAGE FRANÇAIS !

réf.1: indicateurs SNBC (Stratégie Nationale Bas Carbone) publié par le Ministère de l'environnement:

http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Indicateurs%20SNBC%20-%20r%C3%A9sultats_0.pdf

réf.2: <https://www.cre.fr/content/download/19506/234801> (charges de service public de l'énergie pour 2019)

réf.3: <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-04/20180418-rapport-soutien-energies-renouvelables.pdf>

Le bon et le mauvais exemple chez nos voisins ...

Aucun gouvernement n'aime revenir sur des engagements, même sur ceux pris par ses prédécesseurs. Mais **l'Espagne l'a fait**, décrétant ce même moratoire dès 2013, alors que le pays ne maîtrisait plus la bulle spéculative et les coûts liés, comme chez nous, au financement trop généreux de l'éolien et du photovoltaïque.

Quant à l'**Allemagne**, sa stratégie centrée sur ces deux énergies renouvelables est en difficulté sinon dans une impasse : aux dépens du nucléaire civil, elle profite malheureusement au gaz et au lignite.

Un tel moratoire est-il envisageable en France ?...

Il ne s'agit pas de remettre en cause nos rêves éolien et photovoltaïque mais, après 10 ans de soutiens généreux, nous proposons de donner désormais à chaque source d'énergie sa **juste place en fonction de ses mérites techniques, économiques, environnementaux et sociaux**.

Il s'agit de **rémunérer désormais équitablement les ventes d'électricité au juste prix du marché** et de décréter un moratoire sur le complément de rémunération dont bénéficient les kWh intermittents depuis 10 ans.

Ce complément est aujourd'hui **supporté par les automobilistes (TICPE) après l'avoir été par les consommateurs d'électricité (CSPE, d'ailleurs « supprimée » fin 2015 et pourtant toujours présente sur nos factures)**.

En outre, ce chiffre de **121 milliards d'euros n'est que le début d'une bulle spéculative** qui, si on ne l'arrête pas, **pourrait plus que doubler** si nous triplons demain le nombre d'éoliennes et de capteurs solaires PV comme le voudrait notre récent et critiqué projet de PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Energie). Comme en Espagne, il est temps de stopper l'hémorragie pour le plus grand bénéfice du pouvoir d'achat des Français, et **sans renoncer à nos objectifs climatiques** (voir ci-dessous).

Pour notre pays endetté ne craignons pas de **faire simple tout en créant de la valeur et des emplois**.

Nos voisins espagnols ont su rectifier à temps leur mauvaise trajectoire. Écoutons les alertes de la Cour des Comptes, de l'Académie des Sciences, ou celles de la Fédération Environnement Durable ou de Sauvons le Climat, qui tous défendent l'énergie durable et le pouvoir d'achat.

Il est temps de stopper les aides au photovoltaïque et à l'éolien, et de les réaffecter sur nos réelles faiblesses écologiques et sur le pouvoir d'achat des plus modestes.

Abandonner cette dépense de 121 milliards, c'est possible SANS RENONCER A NOS OBJECTIFS CLIMATIQUES

Le développement à grands frais de l'éolien et du photovoltaïque est-il nécessaire?...

Non, au contraire, car la part de notre électricité produite par des combustibles fossiles émetteurs de CO2 risquerait même de remonter, la baisse du nucléaire obligeant à compenser par le gaz l'irrégularité de la production renouvelable.

L'éolien et le solaire photovoltaïque sont-ils des filières industrielles et technologiques indispensables à la France en termes d'activité et d'emplois ?...

Pas davantage car nous ne produisons plus ces équipements depuis longtemps. Ceux qui sont installés en France viennent majoritairement de Chine et creusent notre déficit commercial.

Le vent et soleil produisent-ils une électricité moins chère ?...

Non, pas tant qu'EDF est contraint d'acheter ce courant à perte (même quand la demande est nulle) à un prix bien supérieur au prix de revente sur les marchés européens ou à ses consommateurs.

Eolien et photovoltaïque sont-elles au moins des technologies propres ?...

Non seulement les éoliennes défigurent les paysages (multiples recours devant les tribunaux), mais leur implantation provoque d'autres nuisances: les tonnes de béton qui s'incrument dans le sol, la biodiversité perturbée, le risque sanitaire sous-estimé, les coûts futurs de démantèlement largement sous-évalués, la raréfaction des métaux et terres rares.

Quant au photovoltaïque, même le plus moderne présente une empreinte carbone plus élevée que celles de l'éolien ou du nucléaire, du fait notamment des très énergivores procédés de fabrication (brûlant souvent du charbon en Chine) et de recyclage futur des capteurs.

Réaffectons les subventions pour lutter effectivement contre le réchauffement climatique:

La bulle spéculative des renouvelables électrogènes nous coûte aujourd'hui très cher pour une efficacité écologique quasi nulle, faisant dire à la Cour des Comptes qu'il convient désormais d'inverser le « **net déséquilibre entre les renouvelables électriques et les renouvelables thermiques** », moins coûteux et plus efficaces pour l'environnement.

Les économies réalisées grâce à ce moratoire pourraient profiter au **pouvoir d'achat des Français (en priorité aux plus modestes), mais aussi aux économies d'énergie, aux énergies renouvelables thermiques et à la mobilité électrique.**

L'**isolation thermique** des bâtiments permettrait de réduire considérablement les factures énergétiques de chauffage.

Le **solaire thermique** (non PV) permet dans presque toute la France, pendant au moins six mois par an et sans consommer un seul kWh, de produire de l'eau chaude qu'un simple ballon suffit à stocker.

Les **pompes à chaleur** permettent de générer plus de deux tiers de leur énergie **géothermique ou aérothermique gratuitement et sans l'intermittence** du vent ou du soleil.

Un véritable **projet national** est à mettre en œuvre, aux retombées évidentes en termes d'**emplois non délocalisables, d'économies sur la demande d'énergie** et de **réduction drastique de l'usage de combustibles fossiles** émetteurs de CO2 (**fuel, charbon, gaz et essence**). Privilégions une **écologie sobre et efficace**, et laissons éolien et photovoltaïque s'imposer naturellement, par leurs mérites et leurs performances, pas comme une mode ou un "caprice" qui coûte aux plus modestes, et rapporte aux plus aisés et à des fabricants étrangers.